

Femmes nigérianes contre majors du pétrole : quelles leçons pour lutter contre le réchauffement climatique ?

samedi 22 mars 2008, par [BROWNHILL Leigh](#), [TURNER Terisa E.](#) (Date de rédaction antérieure : 25 février 2008).

Extrait de la contribution de Terisa E. Turner, prof. au Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université de Guelph (Ontario, Canada) et membre fondatrice de l'International Oil Working Group, au séminaire « Faire face au changement de climat, à la révolution énergétique et à la transformation sociale », organisé par l'Institut pour la recherche et l'éducation d'Amsterdam, du 22 au 26 février 2008.

Pour la version intégrale en anglais de cette contribution, voir : [Commoners Against Climate Change](#)

Pour une présentation du séminaire, voir : [Séminaire international sur le changement climatique](#)

Sommaire

- [Mille femmes occupent les](#)
- [« Malédiction de la nudité »](#)
- [Projet Lysistrate](#)
- [Pour la souveraineté énergétiq](#)

En 2002, les femmes du Delta du Niger sont apparues sur l'avant-scène de l'action directe globale contre l'exploitation dans la branche pétrolière. Leur action militante, avec occupation d'installations sur terre et offshore, a inspiré un mouvement mondial liant les activités destructrices des multinationales du pétrole et l'attaque imminente des USA contre l'Irak. Dans ce contexte, en 2002, l'activisme des femmes paysannes contre l'industrie pétrolière a élargi le potentiel de relations de solidarité globalisées visant à la défense de toute vie. En comparaison avec les premières mobilisations de 1999, la mobilisation globale contre la guerre et le pétrole a crû de manière exponentielle.

En juillet 2002, après que Chevron Texaco a ignoré leurs appels antérieurs, 600 femmes ont occupé le terminal de stockage et d'exportation d'Escravos, qui débite 450 000 barils par jour. Durant leurs dix jours d'occupation, les femmes Itsekeri ont négocié 26 revendications avec la compagnie. L'une d'elles exigeait que le gouvernement et les compagnies pétrolières acceptent de rencontrer les femmes paysannes et de créer un organisme tripartite permanent (multinationales, Etat, femmes) pour la solution des problèmes liés à l'exploitation pétrolière. L'exigence de base était que Chevron

Texaco s'en aille.

Mille femmes occupent les terminaux de ChevronTexaco

Cette action audacieuse de femmes contre le terminal de Chevron Texaco a immédiatement inspiré au moins douze autres occupations. Avant même que le groupe d'Escravos n'ait achevé ses négociations, plus de 1000 femmes ont occupé six stations de pompage de Chevron Texaco, notamment à Abiteye, Makaraba, Otuana et Olera Creek. Cent femmes, à bord d'un « canoë » massif, ont pagayé à 8 km au large, pour occuper la plateforme d'extraction de la compagnie du champ pétrolifère d'Ewan. Chevron Texaco a évacué son personnel, stoppé la production et refusé de négocier avec elles, parce que - selon l'International Oil Daily (IOD) du 19 août 2002 - elles « *n'appartenaient pas à notre communauté hôte* ». Les résultats positifs de ces actions de femmes ont encouragé des jeunes à occuper six stations de pompage de Shell, dans l'ouest du delta du Niger, le 22 septembre 2002 (IOD). Ces actions combinées ont eu un impact significatif sur les revenus des compagnies et du gouvernement.

Le 26 septembre 2002, dans un contexte d'activisme anti-guerre croissant, l'organisation nigériane Environmental Rights Action, le Project Underground et l'organisation équatorienne affiliée à Oil Watch International ont appelé à boycotter Chevron Texaco « *pour punir cette compagnie pour les dégâts environnementaux et les violations des droits commis au cours de ses opérations au Nigeria et en Equateur.* » [...]

En juillet 2002, les majors du pétrole ont promis des choses précises aux femmes insurgées. Mais, comme Texaco et Shell tardaient à les réaliser, 4000 femmes Warri ont manifesté le 8 août 2002 devant les sièges régionaux de ces compagnies. Elles ont été attaquées par la police et l'armée. La manifestante Alice Youwuren a déclaré : « *Nous ne faisons que chanter, nous n'avons rien cassé. Nous étions pacifiques. La police et les soldats se sont mal conduits. Regardez-moi, sept hommes armés m'ont sauté dessus et réduit à moins que rien. Je me suis retrouvée dans une clinique de Shell le lendemain...* ». Le réseau d'informations régionales de l'ONU a rapporté que la milice de Shell a tué au moins une femme à cette occasion. Pourtant, Shell a « *démenti les rapports de la presse locale* » affirmant qu'un de leurs agents avait tué par balles une manifestante désarmée, en déclarant que : « *Selon nos sources, la protestation devant nos bureaux s'est passée sans incident majeur....* ».

« Malédiction de la nudité »

Dans un ultimatum, publié internationalement, les manifestantes ont donné dix jours au géant anglo-néerlandais pour payer leurs frais d'hôpital, faute de quoi elles frapperaient Shell de la « *malédiction de la nudité* ». En effet, dans une grande part de l'Afrique, les femmes se débarrassent de leurs habits, comme ultime de protestation, exprimant par-là que « *c'est d'ici que provient la vie et ainsi je révoque la vôtre !* ». La nudité volontaire de femmes âgées est, en particulier, utilisée dans des situations extrêmes, menaçant la vie. Les femmes brandissant cette « *arme* » du vagin exposé peuvent être violées ou tuées. C'est donc en pleine connaissance des implications de vie et de mort, que des femmes engagent ce type de protestation. Des femmes qui se dénudent ainsi affirment implicitement qu'elles auront gain de cause ou qu'elles mourront en s'efforçant d'y arriver. Beaucoup d'hommes, soumis à cette « *exécution* » sociale et symbolique, pensent vraiment qu'ils en mourront. Selon une source nigériane : « *Dans nombre de communautés rurales, la pratique de se déshabiller est une forme courante de censure, avec la croyance qu'elle s'accompagne du pouvoir magique d'infliger à ses ennemis des malédictions entraînant mort ou folie. En 1980, cette pratique*

prévalait parmi la population Gokana d'Ogoni. » (International Oil working Group. IOWG, 2.8.2003)
Or en 2008, la déclaration de Shell comme *persona non grata* au pays Ogoni restait en force.

En novembre 2002, le mouvement contre la mondialisation au service des multinationales s'était radicalement renforcé et étendu, en opposition à l'invasion US imminente de l'Irak. En Californie, des femmes, inspirées par la manière d'agir des femmes nigérianes ayant occupé Escravos, avaient aussi utilisé la « malédiction de la nudité » comme nouvelle tactique anti-guerre. Avec leurs corps nus, elles avaient écrit le mot Peace en lettres géantes et les photographies de cette action, qui ont largement circulé via Internet et la presse, ont inspiré une foule de manifestant-e-s nu-e-s qui ont écrit des *No War, No Bush, Truth, Why ?, Paz et Paix* aux quatre coins du monde. (...)

Projet Lysistrate

Ce projet a émergé en janvier 2003. Ses organisateurs-trices ont créé un site web avec des versions de la pièce féministe et anti-guerre d'Aristophane, Lysistrate, vieille de 2400 ans. Dans cette pièce, des femmes d'Etats en guerre s'unissent pour refuser tous services sexuels ou domestiques aux hommes, jusqu'à ce qu'ils aient fait la paix. Les opposant-e-s à la guerre du monde entier étaient invités à présenter cette pièce le 3 mars dans leurs écoles, lieux de travail et communautés. Elle fut mise en scène 1029 fois, dans 59 pays... Parmi les activistes qui ont saisi cet outil théâtral contre la guerre, il s'est trouvé des journalistes internationaux pour mettre en scène la pièce à Arbil, en Irak, à la veille du massacre. Les organisateurs ont décrit ce Projet Lysistrate comme un « premier acte de dissidence théâtrale à l'échelle mondiale » (www.lysistrataproject.org).

Pendant ce temps, le 15 février 2003, 50 millions de gens ont manifesté dans le monde entier contre l'attaque de Bush contre l'Irak, participant à la plus grande manifestation anti-guerre globale jamais vue. De grands espoirs ont été soulevés par cette matérialisation internationale des mouvements émergents contre la guerre impériale et le pouvoir des multinationales. Certains de ces espoirs se sont concrétisés en septembre 2003, quand une manifestation internationale, avec des femmes africaines au premier rang, a brisé les négociations de l'OMC à Cancun au Mexique.
« Circulation des luttes »

Cette puissance populaire internationale, construite grâce à une impulsion réciproque entre actions globales et locales peut être décrite comme une « circulation des luttes ». Entre juillet 2002 et février 2003, le nombre de femmes engagées dans des « protestations par la nudité » est passé de quelques milliers dans le delta du Niger à des centaines de milliers dans le monde entier. Le premier usage global du théâtre protestataire comprenait une triple élaboration du message de la nudité. Premièrement, les femmes révoquaient ainsi la vie des hommes qui détruisaient les conditions d'existence humaines. Deuxièmement, les femmes faisaient l'impasse sur tous les services de reproduction de la vie, en particulier le sexe, la nourriture et le travail ménager. Troisièmement, le travail non-salarié des femmes, lié au maintien de la vie, était mis en évidence (par les femmes et leurs alliés masculins), parallèlement au travail salarié d'hommes lié au maintien des profits à travers les déprédations et la guerre. Dans la mesure où ce défi était à la fois global et conscient, il transcendait l'idée qu'« un autre monde est possible » pour incarner - même embryonnairement - l'alternative réellement existante.

En janvier 2006, les tribunaux du Nigeria ont ordonné à Shell de cesser ses combustions de gaz à ciel ouvert. Shell a fait recours. Comme nous l'avons relevé, cette compagnie n'a pu retourner au pays Ogoni depuis 1993. Le 19 septembre 2006, le journal nigérian Punch rapportait que le gouvernement allait révoquer la licence d'exploitation accordée à Shell dans cette région, du fait que ses opérations y avaient cessé depuis plus de dix ans.

Le 23 septembre 2008, dans une interview, Owens Wiwa déclarait que. « *Ce sont les femmes qui ont été décisives pour empêcher les activités de Shell au pays Ogoni durant la dernière décennie, C'est un succès majeur, non seulement parce que nous avons expulsé Shell de façon non-violente, mais parce que nous avons créé un précédent pour tout le Nigeria et même pour le monde : sans l'accord des populations locales, aucune compagnie pétrolière ne peut s'installer. Ce succès a eu un coût énorme en vies humaines. Mais la révocation par le gouvernement de l'autorisation d'exploiter de Shell est une victoire formidable, due largement à l'engagement de femmes rurales, organisées par le biais de la Fédération des associations de femmes ogoni.* »

La fermeture de toutes les opérations de Shell au pays Ogoni s'est traduite par moins de combustion de gaz à ciel ouvert, moins d'émissions à effet de serre et de contribution au changement climatique. Cette fermeture ne s'est pas limitée au pays Ogoni. De l'autre côté du delta, une production de 600 000 barils par jour, soit près du quart de la production totale du Nigeria, a été empêchée durant 2006, correspondant à une grosse baisse d'émissions de gaz à effet de serre.

Pour la souveraineté énergétique

Comment les femmes nigérianes ont-elles obtenu ce résultat ? Leurs méthodes sont-elles généralisables ? Les militant-e-s ont répondu à la mainmise globale de Shell en organisant des actions de blocage au-delà des frontières. La production au Nigeria et la direction des opérations de la compagnie depuis son siège central à Londres ont été les cibles d'actions simultanées. Puis, cette grève de la production-consommation a été intensifiée par un boycott global des consommatrices. Les actions directes coordonnées, qui ont suivi cette Operation Climate Change, ont vu ces tactiques généralisées dans les mouvements globaux contre la guerre et les déprédations de l'industrie pétrolière. Avec la prise de conscience croissante de l'urgence liée à la crise climatique, il y a des raisons de croire que l'action directe pacifique pour le contrôle populaire sur le pétrole va s'intensifier. De même, nous pouvons nous attendre à ce que les initiatives de femmes et la coordination de l'action directe mondiale continuent à être des éléments décisifs au programme de la lutte contre le changement climatique.

Mais le succès des communautés nigérianes ne s'arrête pas là. Du 26 au 28 septembre 2006, les groupes membres des « Amis de la Terre » de 51 pays, y compris l'ONG nigériane Environmental Rights Action (ERA), d'autres groupes nationaux et internationaux de la société civile, des représentant-e-s des communautés du delta du Niger, ainsi que des journalistes, ont tenu une conférence internationale sur le changement climatique à Abuja. Celle-ci, dont le thème a été la « Minimisation de l'impact du changement climatique et la lutte contre le chaos énergétique mondial », a été l'une des activités de l'assemblée biennale des Amis de la Terre à l'échelle internationale. Elle s'est conclue par la présentation d'un modèle alternatif pour le contrôle démocratique des ressources naturelles, le concept de « souveraineté énergétique ». [...]

En février 2008, la BBC rapportait que : « L'instabilité et la violence dans la région sud, ces quatre dernières années, ont conduit à une baisse significative des exportations de pétrole du Nigeria... Le gouvernement a ordonné à toutes les compagnies pétrolières ayant fui le delta du Niger, suite à des assauts militants, de revenir dans la zone ou d'y cesser définitivement leur activité... Ces compagnies disent ne pas pouvoir mettre ainsi en péril leurs intérêts commerciaux et la vie de leurs employé-e-s, du fait de l'incapacité du gouvernement à mettre un terme à l'activisme militant... » Les mouvements sociaux du delta du Niger ont donc été très efficaces dans l'imposition du moratoire sur la production et l'exploration pétrolière auxquels ils appelaient de longue date.

P.-S.

* Extraits publiés en français par le périodique suisse « solidaritéS » n°124 (13/03/2008), p. 4-5.
Pour alléger la présentation, nous avons supprimé les références bibliographiques mentionnées par l'auteur. Traduction, titre et intertitres de notre rédaction [« solidaritéS »].

* Terisa E. Turner, prof. au Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université de Guelph (Ontario, Canada), est membre fondatrice de l'International Oil Working Group.